

**Discours de Michel Mercier,
garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Libertés**

**Modernisation des professions judiciaires
et juridiques réglementées,
et exécution des décisions de justice**

Projet de loi et proposition de loi

Séance publique – Sénat – Mercredi 8 décembre 2010

Monsieur le président,
Monsieur le président de la Commission des lois,
Messieurs les rapporteurs, [Zocchetto pour la PPL et
Bétéille pour le PL]
Mesdames, Messieurs les sénateurs,

Adapter les professions du droit aux évolutions économiques et sociales est indispensable au bon fonctionnement de la Justice : ce constat a motivé les propositions du rapport de la commission présidée par Me Darrois, à la demande du Président de la République, et il inspire les dispositions soumises aujourd'hui à votre examen.

Les réformes engagées tant par le projet de modernisation des professions que par la proposition de loi « relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines

professions » sont attendues : elles ouvrent de nouvelles perspectives aux professionnels du droit et une sécurité juridique accrue pour nos concitoyens.

Ces textes reposent sur un consensus partagé. Vous partagez, Monsieur le rapporteur, cette conviction : la modernisation des professions est nécessaire et les grandes innovations apportées par les deux textes pour y parvenir sont adaptées. Une concertation approfondie a permis d'aboutir à des solutions équilibrées.

I. Moderniser les professionnels du droit et leurs outils

Les professionnels du droit sont une garantie pour le justiciable. Leur intervention permet à nos concitoyens de mieux s'orienter dans un univers juridique et judiciaire complexe ; elle est aussi un gage de sécurité juridique.

1. L'acte contresigné par un avocat : sécuriser les actes sous seing privé

L'instauration de l'**acte contresigné** par un avocat est une avancée majeure. Elle est la concrétisation d'une proposition centrale du rapport Darrois et d'un engagement du président de la République.

Ce nouvel instrument juridique offre une protection renforcée aux actes sous seing privé. Ce contreseing atteste, en effet, que les parties ont reçu l'assistance d'un avocat, qui les a pleinement éclairées. Et, par ce contreseing, l'avocat engage sa responsabilité.

Je souhaite insister sur ce point, l'acte contresigné par un avocat **n'est pas un acte authentique**, et il n'a aucune vocation à le remplacer.

2. Le rôle réaffirmé des notaires en matière immobilière

Le projet conforte le champ d'intervention des notaires en matière immobilière : il réaffirme

solennellement que seul l'acte authentique permet de procéder aux formalités de **publicité foncière**. Ce principe sera inscrit dans loi. Je tiens à rappeler qu'un accord a été trouvé entre les notaires et les avocats à ce sujet et que je m'y tiendrai.

Par ailleurs, il confie aux notaires une nouvelle mission de service public qui est de tenir un fichier en matière immobilière.

3. Le rôle essentiel des professions juridiques dans notre société justifie un haut niveau d'exigence

La confiance de nos concitoyens dans la justice passe aussi par un haut niveau d'exigence vis-à-vis de ses professionnels : l'obligation de **formation continue** tout au long de la carrière, et le renforcement de **l'indépendance des instances disciplinaires en régionalisant la discipline** y contribueront, ou encore **développement de la dématérialisation**.

4. Le rapprochement des professions pour favoriser leur compétitivité

Chaque profession dispose d'un statut et d'un champ d'intervention, différents, et la réforme entend bien préserver ces spécificités. Néanmoins, elles sont toutes confrontées à la concurrence de leurs homologues ou de nouveaux acteurs.

L'interprofessionnalité capitalistique, inscrite dans la loi, facilitera le travail en commun ; elle donnera, aux professions, les moyens d'une collaboration renforcée.

Votre Commission des lois a confirmé ce mouvement en élargissant l'interprofessionnalité capitalistique aux experts-comptables et aux commissaires aux comptes. C'est une bonne chose.

III. Une justice plus efficace nécessite de repenser les rôles de chacun et de clarifier les procédures

Mon ambition est aussi d'œuvrer à une meilleure accessibilité de la justice ; il faut rendre la justice plus

lisible pour nos concitoyens. Pour satisfaire cet objectif, nous devons veiller à des procédures claires, simples et efficaces.

1. Améliorer l'exécution des décisions de justice

La confiance de nos concitoyens en la justice dépend en grande partie de la qualité de l'exécution de décisions de justice, sans laquelle un jugement reste lettre morte.

C'est pourquoi les textes qui vous sont soumis :

- d'une part, clarifient les règles de compétence entre le tribunal d'instance et le tribunal de grande instance en la matière ;
- d'autre part, renforcent les huissiers de justice en leur donnant plus de moyens pour exercer leur mission d'exécution.

2. Recentrer le juge et le greffier sur les missions juridictionnelles

Les deux textes en discussion aujourd'hui prévoient, à la suite des préconisations du rapport Guinchard

que des missions actuellement confiées aux greffiers pourront être exécutées par les officiers publics et ministériels que sont les notaires et les huissiers de justice.

Par exemple, le **notaire** pourra procéder directement à l'enregistrement d'un PACS, lorsqu'il en a rédigé la convention.

3. Renforcer le règlement amiable des conflits

Il s'agit d'un enjeu majeur pour nos concitoyens pour lesquels, trop souvent, le contentieux est l'unique façon de régler leurs différends.

La création d'une **procédure participative** favorise ce règlement plus simple et amiable des conflits. Il s'agit de promouvoir l'intervention préalable d'un avocat.

Par cette procédure, l'avocat invitera les parties à rapprocher leurs positions pour parvenir à un accord amiable. Le conseil de l'avocat permet de lever des incompréhensions et d'aboutir à une solution acceptable par chacun des protagonistes.

Le juge n'interviendrait donc qu'en cas de difficultés persistantes entre eux, sauf en cas de divorce qui sera toujours prononcé par un juge

Mesdames, Messieurs les sénateurs,

Les dispositions soumises à votre examen sont très riches et les avancées nombreuses pour les professions juridiques et judiciaires réglementées. L'élaboration concertée de ces textes confère aux innovations législatives toute leur pertinence et toute leur force pratiques.

La modernisation, les modernisations devrais-je dire, s'opèrent dans un souci d'efficacité de la justice et, il est important de le rappeler, dans l'intérêt du justiciable.

Je vous remercie.